

La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

27^{ème} année - N°5193 - Mardi 1er Septembre 2026 - Prix : 200 Fc

RELATIONS COMORES-TOGO :

Le Togo désavoue la convention entre Kara et Mayotte



EDUCATION :

**Une grande journée d'orientation
dédiée aux nouveaux bacheliers**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

18 Rabiul - Awal 1448

Prières aux heures officielles

Du 1er au 06 Septembre 2026

Lever du soleil:

06h 11mn

Coucher du soleil:

18h 04mn

Fadjr : 04h 58mn

Dhouhr : 12h 11mn

Ansr : 15h 17mn

Maghrib: 18h 07mn

Incha: 19h 21mn



CULTURE :

Iconi accueille la 9^e édition du Gombessa Festival

Du 5 au 12 septembre, Iconi accueillera la 9^e édition du Gombessa Festival. Huit jours durant, la danse traditionnelle, le chant a cappella, kassuda, dayira et sport réuniront 20 associations masculines, 16 associations féminines, des délégations de Mohéli et d'Anjouan et trois délégations étrangères venues de La Réunion, du Mozambique et d'Afrique du Sud.

Lancé en 2014 à Iconi malgré d'importantes difficultés financières, le Gombessa Festival s'est imposé comme un rendez-vous incontournable de la culture comorienne. Pour sa 9^e édition, il franchit un nouveau cap avec une ouverture internationale assumée. Tout commence en 2014. À Iconi, en Grande Comore, un groupe de passionnés décide de lancer un festival dédié à la culture comorienne. L'ambition est claire : préserver et transmettre les traditions. Les moyens, en revanche, font cruellement défaut. « Avec beaucoup de difficultés surtout financières. Mais la volonté et l'envie ont été plus énormes que les difficultés », se souvient Ryadhuidine Idrisse, directeur artistique du festival. Malgré ces obstacles, la première édition rassemble 27 villages, voisins et lointains. Une mobilisation inédite qui révèle à la ville l'ampleur du projet et son impact potentiel. Iconi comprend alors l'enjeu : faire du

Gombessa un rempart contre l'oubli des pratiques ancestrales et un espace de transmission.

Douze ans plus tard, le pari est gagné. D'abord local, le festival est devenu annuel, a dépassé les frontières et s'est imposé comme un événement international reconnu. Du 5 au 12 septembre prochain, Iconi redeviendra l'épicentre de la culture comorienne. Pendant huit jours, du jour à la nuit, la ville accueillera une vingtaine d'associations culturelles et traditionnelles d'hommes et seize associations de femmes. Selon le directeur artistique, une délégation d'une vingtaine de personnes venues de Mohéli et d'Anjouan est également attendue. À cette présence nationale s'ajoutera la participation de délégations de La Réunion, du Mozambique et d'Afrique du Sud. « L'objectif est de préserver la richesse culturelle et traditionnelle, et plus encore la valoriser, car c'est à nous de valoriser notre culture pour la génération future », affirme Ryadhuidine Idrisse. L'édition 2026 allie compétition et scène libre, avec un programme resserré et ambitieux. La cérémonie d'ouverture est prévue le matin du samedi 5 septembre à la Place Parendrarou. Elle sera suivie des phases éliminatoires des danses traditionnelles, catégories femmes et hommes.

Le dimanche 6 septembre, le sport prendra le relais avec des compétitions de pétanque et de football de rue mixte, avant le



lancement des éliminatoires du concours de chant a cappella mixte. La nuit du lundi 7 septembre, à Bichioni, sera consacrée à la kassuda, présentée hors concours. Du 8 au 10 septembre, plusieurs quartiers de la ville accueilleront les scènes libres et les espaces de libre expression, destinés à laisser place à la création spontanée et à l'expression artistique populaire. Le point d'orgue de la semaine est attendu le vendredi 11 septembre au Stade Foundi Karnet avec un méga concert. La finale du Gombessa Festival, toutes catégories confondues, se tiendra dans la nuit du samedi 12 septembre au même stade,

suivie de la cérémonie de remise des prix.

Pour cette année, les organisateurs annoncent des chiffres ambitieux, notamment 30 groupes de chant a cappella, 30 équipes de football de rue mixte et de pétanque, puis plus de 100 équipes mobilisées au total pour animer l'ensemble des activités. Parmi les disciplines phares, deux incarnent particulièrement l'âme du festival. « Des prestations de Dayira et Kassuda seront au rendez-vous. C'est un levier essentiel pour la tradition et une signature pour les Comores », souligne Ryadhuidine Idrisse. Au-

delà de la fête, le Gombessa Festival revendique une mission éducative. En réunissant jeunes et aînés, troupes locales et invités étrangers, il entend créer une passerelle entre les générations et démontrer que la culture comorienne a toute sa place dans le dialogue culturel régional et international. Douze ans après ses débuts modestes à Iconi, le festival prouve qu'une volonté collective peut transformer une idée locale en vitrine culturelle nationale qui rayonne aujourd'hui bien au-delà des frontières comoriennes.

El-Aniou Fatima

CONVENTION SUR LA DÉSERTIFICATION

Une nouvelle résilience pour les pays africains et petits États insulaires

La 17^{ème} session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (COP17 de la CNULCD) s'est clôturée le 28 août 2026 à Oulan-Bator, en Mongolie. Dans un contexte mondial préoccupant où près de 40% des terres de la planète sont déjà dégradées, cet événement s'est affirmé comme un jalon historique pour le passage à la mise en œuvre de solutions concrètes. Il dessine une feuille de route pour les territoires les plus vulnérables, au premier rang desquels figurent l'Afrique et les petits États insulaires en développement (PEID).

Pour les PEID, la COP17 a apporté un éclairage scientifique inédit sur les conséquences dévastatrices de la dégradation des sols. Les rapports présentés révèlent que 18,8 millions d'hectares de terres sont dégradés au sein des PEID. Cette perte de capital naturel affecte directement leur sécurité alimentaire, leur sécurité hydrique, ainsi que les moyens de subsistance de leurs populations et leurs économies insulaires. Face à ces constats, les experts réunis en Mongolie ont démontré l'intérêt économique majeur d'investir dans



Clôture de la COP 17_Désertification

la prévention, la gestion durable et la restauration des terres pour éviter le coût faramineux de l'inaction. Les financements et les capacités opérationnelles restent largement en deçà de l'urgence. Les pays d'Afrique, en première ligne face aux sécheresses, ont appelé à une gestion proactive et coordonnée de cette crise. Bien que le nombre d'États dotés de plans nationaux de lutte contre la sécheresse soit passé

de seulement 3 en 2013 à plus de 70 aujourd'hui, les financements et les capacités opérationnelles restent largement en deçà de l'urgence.

Les pays africains ont ainsi exhorté la communauté internationale à mobiliser plus de ressources financières, à renforcer les compétences techniques locales et à développer la coopération technique. La conférence a rappelé que le financement des terres doit combler un

gouffre abyssal : alors que 355 milliards de dollars par an sont requis jusqu'en 2030 pour respecter les engagements mondiaux de restauration, seuls 77 milliards de dollars sont actuellement investis (soit un déficit annuel de 278 milliards de dollars). Pour y remédier, plusieurs initiatives clés ont progressé à Oulan-Bator comme le Partenariat mondial de Riyad pour la résilience à la sécheresse a avancé sur un pro-

jet de fonds commun pour soutenir environ 70 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, ciblant de fait de nombreux pays africains et la Facilité d'investissement pour la résilience à la sécheresse (DRIF), créée par la CNULCD et le Luxembourg, vise à mobiliser 400 millions de dollars de capitaux publics et privés pour soutenir des projets de sécurité hydrique et d'agriculture durable.

La COP17 a également marqué le lancement de l'Indice de résilience à la sécheresse, développé par l'Observatoire international de la résilience. Cet outil donnera aux nations africaines et insulaires les moyens d'évaluer leur propre capacité d'adaptation pour mieux cibler les politiques publiques et attirer des investissements. Enfin, l'accent a été mis sur la participation des populations locales.

Les réunions officielles du Caucus des peuples autochtones et du Caucus des communautés locales ont rappelé l'importance d'octroyer des droits fonciers sécurisés et un accès direct au financement pour les acteurs de terrain, tout en valorisant le leadership indispensable des femmes et des jeunes

Mmagaza

RELATIONS COMORES-TOGO :

Le Togo désavoue la convention entre Kara et Mayotte

Réunis à Luanda en marge de la 26e session extraordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine, les ministres des Affaires étrangères du Togo et des Comores ont réaffirmé leur volonté de renforcer les relations entre les deux pays. Dans un communiqué conjoint, Lomé désavoue surtout la convention de coopération décentralisée signée en juillet entre la région de la Kara et une personnalité de Mayotte, assurant qu'elle ne pourra « ni entrer en vigueur, ni être mise en œuvre ».

Le dossier de la coopération entre la région togolaise de la Kara et Mayotte a occupé une place importante dans les échanges entre les ministres des Affaires étrangères du Togo et des Comores, Robert Dussey et Mohamed Mbae. La rencontre s'est tenue le 29 août 2026 à Luanda, en marge de la session extraordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine. Parmi les sujets abordés figurait notamment la question de l'intégrité territoriale des Comores. Dès le début du communiqué, les deux parties réaffirment la solidité de leurs relations. « Les deux Ministres se sont félicités de la qualité des relations d'amitié, de fraternité et de solidarité qui unissent le peuple togolais et le peuple comorien », lit-on dans le document. Mais c'est la convention signée le 17 juillet dernier entre la région de la Kara et une personnalité de Mayotte qui retient particulièrement l'attention. La position togolaise y est clairement exprimée.

« La partie togolaise récuse la signature de la Convention de coopération décentralisée entre la région de la Kara et l'île comorienne de Mayotte, le 17 juillet 2026 », précise le texte, en référence au « Droit international et [au] respect de l'intégrité territoriale de l'Union des Comores ». Lomé réaffirme également son attachement aux principes de l'Union africaine, notamment « le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance des Etats membres ».

Une clarification qui conforte Moroni. « La Partie comorienne a apprécié les clarifications apportées par la Partie togolaise qui rassure qu'elle n'accordera pas d'approbation à cette Convention, contraire à sa position officielle », rapporte le communiqué. Celui-ci précise que la convention « ne pourra ni entrer en vigueur, ni être mise en œuvre par la région de la Kara ».

Pour éviter que cet épisode ne fragilise les relations bilatérales, Moroni et Lomé conviennent de privilégier « la confiance, le dialogue direct et la concertation fraternelle ».



Mbae Mohamed au Togo

Les deux pays réaffirment par ailleurs l'importance de la coopération décentralisée, tout en insistant sur la nécessité d'une meilleure coordination entre les autorités centrales et les collectivités territoriales. Au-delà du dossier de Mayotte, les deux pays veulent donner un nouvel élan à leur partenariat. Plusieurs secteurs sont identifiés comme prioritaires, notamment les domaines portuaire et maritime, l'économie bleue, l'agriculture, le tourisme et la formation professionnelle. Un memorandum d'entente sur les consultations politiques régulières entre les deux ministères des Affaires étrangères est également annoncé.

Les échanges économiques figurent eux aussi parmi les priorités. Le communiqué évoque la volonté « d'encourager les échanges entre les secteurs privés et les chambres de commerce des deux pays afin de promouvoir la diplomatie économique ».

Sur le plan continental, Moroni et Lomé réaffirment enfin leur attachement au renforcement de l'architecture africaine de paix et de sécurité. Ils appellent notamment à la pleine

capitalisation du Fonds pour la paix de l'Union africaine et à une meilleure coordination entre l'UA, les communautés économiques régionales et l'ONU. À Luanda, la clarification togolaise permet ainsi de refermer, au moins sur le plan diplomatique, un dossier susceptible de créer des tensions. Pour Moroni, elle réaffirme surtout un principe constant : toute coopération impliquant Mayotte doit s'inscrire dans le respect de la position des Comores sur leur intégrité territoriale.

Mohamed Ali Nasra

EDUCATION :

Une grande journée d'orientation dédiée aux nouveaux bacheliers

Samedi dernier à Moindzaza Mboini s'est tenue une journée d'orientation dédiée aux nouveaux bacheliers. L'initiative a réuni diplômés et professionnels pour les guider vers des choix d'études lucides et assumés, loin de la pression du groupe et des orientations parfois subies.

Là où les générations précédentes avançaient sans repères, les jeunes diplômés du baccalauréat 2026 ont bénéficié, pour la première fois, de conseils directs d'ainés ayant déjà tracé leur chemin universitaire et professionnel. L'objectif affiché était de permettre à chaque jeune de faire un choix personnel, réfléchi et assumé. Pour cette édition, plusieurs intervenants ont accepté de partager leur expérience. Tour à tour, ils ont déconstruit les idées reçues sur leurs domaines. En l'occurrence, le témoignage des diplômés en Lettres Modernes Françaises a particulièrement marqué l'assistance. Mounib Rachid et Rafik Ankoub ont démontré que les lettres ne condamnent pas à l'enseignement. Devenu communicant dans une institution environnementale, l'un d'eux a incarné cette diversification. Comme il l'a rappelé avec émotion, les aînés



Journée d'orientation

n'ont pas eu cette chance d'être orientés. Les lettres ouvrent aujourd'hui vers le journalisme, la communication institutionnelle, le marketing digital, la communication d'entreprise et la gestion de projets, à condition de cultiver la polyvalence et la maîtrise des langues.

Le Droit, présenté par Maître Mouhsine, avocat au barreau, a suscité un vif intérêt. Défendant une profession qu'il qualifie de « plus libre et noble au monde », il a tenu à déconstruire le cliché de

l'avocat « voleur ». « L'avocat est son propre chef, il agit selon ses principes et protège la liberté », a-t-il martelé devant les jeunes. Spécialiste en droit des affaires, il a expliqué qu'il refuse certains dossiers par conviction morale et a rappelé que le métier ne se limite pas au pénal, évoquant les autres débouchés tels que droit public, droit privé, droit des sociétés, procédures collectives, droit des investissements, et engagement pro bono pour les plus vulnérables. Le Dr Abdou Salam Ali Mohamed a

présenté la Biologie comme une science centrale pour l'avenir des Comores. De la biologie cellulaire à la botanique, de la zoologie à l'écologie en passant par la biologie marine et l'environnement, elle est essentielle pour la santé publique, l'agriculture, la préservation de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique, avec des débouchés dans la recherche, la conservation et les ONG.

Même engouement pour l'informatique, présentée par

Nassuf Ali comme le pilier incontournable du monde moderne. Génie logiciel, cybersécurité, systèmes d'information et science des données sont devenus indispensables pour les banques, les administrations et les institutions. Un secteur qui exige, a-t-il insisté, un parcours ambitieux de Licence à Master. Aussi, Ouardine Mohamed a éclairé les opportunités de la Gestion et de l'Économie, filières stratégiques pour comprendre et agir sur le développement du pays. Au-delà de la présentation des filières, trois conseils majeurs ont traversé toutes les interventions, à savoir : Ne jamais se limiter à sa seule filière, en cherchant à apprendre au-delà de son domaine. Ne pas céder à l'effet de promo, en suivant ses camarades par mimétisme, mais choisir en fonction de ses propres aptitudes et aspirations. Et pour finir, diversifier puis penser large, en comprenant que chaque diplôme ouvre plusieurs portes, comme les débouchés sont vastes. Une initiative salubre et profondément structurante. En créant ce pont entre générations, Moindzaza Mboini veut se doter d'un outil puissant pour soutenir au mieux la scolarité de sa jeunesse.

Hamdi Abdillahi Rahilie

NIOUMACHOI VOLLEY-BALL

Quatre titres, quatre années au sommet

Le Nioumachoi Volley-Ball vient d'inscrire une nouvelle page dans l'histoire du sport comorien. Sacré champion des Comores pour la quatrième année consécutive, le club mohélien a remporté la phase nationale 2026 au terme d'une finale à suspense face à l'IVBC d'Itsandra. Une nouvelle couronne conquise à domicile, devant un public venu nombreux soutenir ses champions.

Nioumachoi Volley-Ball confirme année après année son statut de référence du volley-ball comorien. Le club a décroché, hier soir au stade de Nioumachoi, un quatrième titre national consécutif, une performance exceptionnelle qui témoigne de la régularité et de la domination de l'équipe sur la scène nationale. Face à l'IVBC d'Itsandra, les joueurs de Nioumachoi ont livré une finale intense et spectaculaire. Après avoir pris l'avantage, les locaux ont vu leurs adversaires revenir dans la

partie, obligeant les deux équipes à disputer un tie-break décisif. Portés par leurs supporters, les champions mohéliens ont finalement fait la différence en s'imposant 15 à 11, au terme d'un dernier acte particulièrement disputé. Ce nouveau sacre vient compléter un palmarès désormais impressionnant. Depuis 2023, Nioumachoi Volley-Ball n'a laissé échapper aucun championnat national : 2023, victoire face à l'IVBC d'Itsandra à Mohéli ; 2024, nouveau titre face à l'IVBC à Ngazidja ; 2025, sacre à Anjouan face à Racine ; et enfin 2026, une nouvelle victoire contre l'IVBC d'Itsandra, cette fois encore à Mohéli. 2023, 2024, 2025, 2026 : quatre années, quatre couronnes. Une série qui installe définitivement Nioumachoi parmi les grandes places fortes du volley-ball comorien. Cette réussite est aussi celle d'un collectif. Joueurs, entraîneurs, dirigeants, supporters et partenaires ont tous contribué à maintenir le club au plus haut niveau. Dans les



tribunes comme sur le terrain, la célébration de ce quatrième titre a donné lieu à une véritable fête sportive à Nioumachoi. Mais les champions ne comptent pas s'arrêter là. Ils se tournent désormais vers un nouveau défi : le

Championnat des clubs champions de l'océan Indien, qui se déroulera à Madagascar. Le coach Nassur Charif affiche déjà ses ambitions : « Nous allons nous préparer sérieusement pour cette compétition et porter haut les couleurs de Nioumachoi

et des Comores. » Après quatre sacres consécutifs, Nioumachoi veut désormais conquérir l'océan Indien. Une nouvelle aventure commence pour les champions de 2026.

Riwad

LIBRE OPINION

Le phénomène du Mawlid aux Comores : un sujet en débat

À la veille de la célébration officielle du Mawlid, autrement dit de la commémoration de la naissance du Prophète Muhammad, cette contribution vise à clarifier un sujet en débat dans les milieux intellectuels arabophones et islamisants dans notre pays, les Comores. Alors que dans tous les villages et villes, les places publiques, les mosquées et les foyers résonnent des louanges et des récits retraçant la vie du prophète Muhammad, une question revient à chaque fois : est-ce que les musulmans doivent observer ce rite considéré par certains musulmans comme une bid'a ou innovation religieuse ? En effet, durant trente jours, cette tradition séculaire rassemble une majorité de musulmans du monde, pour rappeler la vie et l'œuvre du prophète Muhammad. Mais derrière cette ferveur spirituelle, une réalité s'impo-

se : le Mawlid est à la fois un vecteur d'histoire, un moteur économique majeur et le théâtre de débats religieux passionnés. Comment le récit de cette vie nous est-il parvenu ? Au lendemain de la mort du Prophète en 632, la mémoire repose d'abord sur la tradition orale et le texte coranique. C'est au VIII^e siècle que le savant Ibn Ishaq (704-767) rédige la première biographie méthodique, stabilisée plus tard par un certain Ibn Hisham (m. 833). Bien des siècles plus tard, l'érudit médinois Ja'far al-Barzanji (1690-1764), auteur du fameux Maoulid Al-Barzandji, transforme ce récit historique en une œuvre poétique et liturgique. Son Mawlid, écrit dans une prose rythmée, ne cherche pas l'analyse critique mais la célébration. C'est ce texte qui constitue aujourd'hui le cœur battant du patrimoine culturel comorien.



mistes (notamment les salafistes et wahabbites) contestent la légitimité du Mawlid. S'appuyant sur l'absence de cette célébration à l'époque du Prophète et des premiers califes, ils la qualifient de Bid'a ou innovation blâmable en religion. Pour ces détracteurs, la vénération doit se traduire par le suivi strict de la Sunna au quotidien, et non par des festivités annuelles. Des voix s'élèvent également au sein de la société civile pour dénoncer la surconsommation et les dépenses ostentatoires parfois occasionnées par ces célébrations, dans un contexte économique souvent difficile pour les ménages les plus modestes. Pour les historiens et chercheurs contemporains, l'étude du Mawlid nécessite de distinguer la réalité historique, confirmée par les textes anciens, l'archéologie et les sources non musulmanes du VII^e siècle, de ses évolutions culturelles ultérieures. Pour conclure, je dirai que vivre le mois du Mawlid aux Comores aujourd'hui, c'est ainsi observer un phénomène complexe où se croisent la mémoire historique, la dévotion poétique, la dynamique commerciale et les mutations idéologiques du monde musulman contemporain. Et le débat est loin d'être clos....

MOHAMED DJALIM Ali
Enseignant-chercheur à la retraite et consultant indépendant

Numéros utiles	
Police Moroni: 764 46 64 Fomboni: 772 01 37 Mutsamudu: 771 02 00	Port maritime Moroni: 773 00 08 Moheli 772 02 57 Anjouan: 771 01 43
Gendarmerie Moroni: 764 49 92 Fomboni: 772 01 37 Mutsamudu: 771 02 00	Hopitaux Moroni: 773 25 04 Fomboni: 772 03 73 Mutsamudu: 771 00 34
Immigration Ngazidja: 773 42 86 Anjouan: 771 01 73 Moheli: 772 01 37	Banques BIC: 773 02 43 Eximbank: 773 94 01 Banque centrale: 773 10 02 SNPSF: 773 43 43 Meck: 773 36 40
Aéroport Hahaya: 773 15 95 Ouani: 771 07 31 Moheli: 772 03 71	MAMWE Moroni: 773 48 00 Mutsamudu: 771 02 09 Fomboni: 772 05 18
HÔTELS & RESTAURANTS : Le Select 773 00 31	

Au-delà du fait religieux et littéraire, le mois du Mawlid constitue un véritable poumon économique pour les Comores. Pendant un mois, l'activité commerciale connaît un pic significatif : i) les cérémonies quotidiennes, marquées par le partage de repas communautaires, entraînent une hausse massive de la consommation de denrées alimentaires (riz, viande, épices) ; ii) l'achat de tenues traditionnelles (kandu, kofia) pour assister aux rassemblements stimule fortement le

commerce local et l'artisanat ; iii) la mobilité entre les villages et les îles s'accroît, bénéficiant aux transports terrestres voire maritimes, tandis que la logistique des festivités (sonorisation, bâches) génère des revenus pour de nombreux prestataires. Si le Mawlid est une fête populaire majeure, il ne fait pas l'unanimité au sein de la communauté musulmane et suscite des débats doctrinaux et sociétaux : Les courants rigoristes ou réfor-